

## **Le point sur les faits au Bangladesh**

Douze syndicalistes rattachés à cinq affiliés du secteur du textile et de l'habillement d'IndustriALL au Bangladesh ont été arrêtés et placés en détention par la police. Tous les syndicalistes arrêtés sont encore en prison et se sont vus refuser une mise en liberté sous caution. La dernière arrestation en date a eu lieu le 30 janvier.

### **Contexte**

- Le 11 décembre, les employés de l'entreprise Windy Apparels Ltd, située à Ashulia, banlieue de la capitale bangladaise Dacca et centre névralgique de la production de vêtements du pays, se sont mis en grève pour obtenir une augmentation des salaires. Les grèves ont gagné du soutien au cours des jours suivants et se sont étendues à une vingtaine d'usines de confection textile dans la région.
- En représailles, la Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) a fait fermer quelque 60 usines pendant plusieurs jours, période au cours de laquelle la plupart des employeurs ont refusé de rémunérer leurs salariés.
- Le 21 décembre, la police a arrêté au moins 8 responsables syndicaux et travailleurs militants à Ashulia, qui avaient assisté volontairement à une réunion convoquée par la police afin de discuter de la grève. Le jour suivant, les forces de police de Gazipur ont fait une descente aux domiciles de deux organisateurs syndicaux, qu'ils ont ensuite roués de coups alors qu'ils étaient placés en détention.
- Le 27 décembre, deux organisateurs syndicaux de la région de Gazipur ont été arrêtés, mais l'un d'entre eux a finalement été relâché. Au moins un journaliste et plusieurs travailleurs seraient en prison depuis les protestations.
- Plusieurs usines et les forces de police ont déposé des plaintes pour réunion illégale, intrusions criminelles et intimidation, entre autres chefs d'accusation, à l'encontre des personnes arrêtées à Ashulia. L'une de ces plaintes a été déposée en vertu de l'article 16(2) de la Loi sur les pouvoirs spéciaux adoptée en 1974, un article qui a pourtant été abrogé en 1991 et n'est donc plus applicable aujourd'hui.
- Depuis les grèves, les bureaux locaux des affiliés d'IndustriALL à Ashulia ont été fermés de force, avant d'être saccagés et vandalisés ; les dommages matériels et les vols commis sont considérables. Craignant pour leur sécurité personnelle, les organisateurs, les membres du personnel et les militants ont fui la région et/ou vivent à présent dans la clandestinité.
- À Ashulia, au moins 1 600 travailleurs ont été mis à pied et licenciés dans le contexte des protestations du mois de décembre. Les propriétaires d'usine et le gouvernement ont profité de ces protestations pour se débarrasser des dirigeants syndicaux, des militants et de tous ceux qui osent lever la voix au sein de leurs usines. Dans une perspective d'intimidation, des poursuites pénales ont été engagées contre des centaines de travailleurs, nommés ou anonymes.

- Le gouvernement a instauré un climat de peur et de crainte de représailles autour des activités syndicales et d'organisation pourtant légales et il refuse d'entrer en contact et de négocier avec les syndicats légitimes.